

**Avenant n° 15 a la convention collective
nationale des personnels des structures
associatives cynégétiques relatif à la
rémunération**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Syndicat National des Chasseurs de France, dit ci-après le « SNCF », dont le siège social est situé 13 rue du Général Leclerc 92130 ISSY LES MOULINEAUX

D'une part,

ET :

Les Organisations Syndicales Représentatives de salariés suivantes:

- Le Syndicat SNPFDG FGTA-FO
- Le Syndicat UPTEC-UNSA

D'autre part.

Et toutes les organisations syndicales représentatives de la profession sur le plan national, qui adhèreraient à la convention collective du 30 juin 2005.

APRES AVOIR RAPPELE :

Le 30 juin 2005 les partenaires à la négociation ont signé le texte de la Convention collective des personnels des structures associatives cynégétiques.

Différents avenants sont intervenus ultérieurement, et notamment deux avenants portant sur l'INM (Indice Négocié Majorable) (Avenant n°1 du 18 mai 2006 et Avenant n°3 du 2 octobre 2007).

Ces avenants ont été intégrés dans la version consolidée de la Convention collective à la date du 13 décembre 2007.

Six nouveaux avenants à durée indéterminée relatifs aux rémunérations et notamment à la fixation de la valeur du point INM et à l'avantage familial conventionnel ont été signés entre les partenaires sociaux les 22 mai 2008, 18 juin 2009, 18 décembre 2009, 24 juin 2010, 31 mai 2011 et le 15 décembre 2015 (durée déterminée). Un septième avenant à durée indéterminée a été signé le 11 mai 2016.

Sept procès-verbaux de désaccord ont par ailleurs été signés en date du 11 septembre 2012, 4 septembre 2013, 20 mai 2014, 2 octobre 2018, 2 octobre 2019, 29 septembre 2020 et du 16 décembre 2021.

Les sept avenants précités ont fait l'objet d'une extension par arrêté des 16 octobre 2009, 17 décembre 2010, 21 octobre 2011, 18 septembre 2012, 7 avril 2016 et 10 août 2016.

Un huitième avenant à durée indéterminée relatif à la rémunération et notamment à la fixation de la valeur du point INM et à l'avantage familial conventionnel a été signé par les partenaires sociaux le 30 mai 2017 étendu le 15 janvier 2018.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-1 alinéa 1er du Code du travail, les partenaires à la négociation ont entendu se réunir le 14 avril 2022 au titre de la négociation annuelle sur les salaires 2022.

Les parties sont convenues de ce qui suit.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Champ d'application

1.1 STRUCTURES CONCERNEES PAR LE PRESENT ACCORD

Les dispositions du présent avenant s'applique à l'ensemble du personnel des structures visées à l'article 1.1 de la convention collective nationale du 13 décembre 2007 des personnels des structures associatives cynégétiques, à savoir :

- L'ensemble des Fédérations Régionales, Départementales et Interdépartementales des chasseurs (les « Fédérations »),
- La Fédération Nationale des Chasseurs, la Fondation Nationale pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage et le Syndicat National des Chasseurs de France (les « Organismes Nationaux »),
- Toutes autres structures relevant de la convention collective nationale des personnels des structures associatives cynégétiques.

1.2 JUSTIFICATIONS SUR L'ABSENCE DE DISPOSITIFS SPECIFIQUES POUR LES ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIES

Afin de permettre l'extension du présent accord, les partenaires sociaux ont entendu apporter des justifications sur l'absence de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, en application des articles L. 2261-23-1 et L. 2232-10-1 du Code du travail.

Ils entendent ainsi rappeler leur volonté commune d'appliquer le présent accord quelle que soit la taille de la structure rentrant dans son champ d'application.

En effet, l'intégralité des structures visées à l'article 1.1 justifient, au jour de la signature du présent accord, d'un effectif inférieur à 50 salariés.

L'esprit des négociations entre les partenaires sociaux a été de rechercher un accord ayant vocation à s'appliquer, par principe, à des structures justifiant d'un effectif inférieur à ce seuil dès lors qu'aucune structure relevant du champ d'application ne dispose d'un effectif supérieur à un tel seuil.

Fort de ce constat, les partenaires sociaux ont estimé qu'il n'était donc pas nécessaire de prévoir des dispositions spécifiques, distinctes de celles du présent accord, pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2. Valeur de l'indice négocié majorable (INM)

La valeur du point INM est fixée à **4.7801** €euros à compter du **1er mai 2022** avec une **rétroactivité au 1 janvier 2022**.

Le traitement de base correspondant au produit de l'indice défini dans la grille de l'article 5.1 de la convention collective par la valeur du point INM ne peut être inférieur à 343 points INM à la date de signature du présent avenant.

Article 3. Avantage familial conventionnel

Le calcul de l'avantage familial tel que visé à l'article 5.2.4 de la convention collective est basé sur :

- un élément fixe en fonction du nombre d'enfants,
- un élément proportionnel en pourcentage de l'INM

Il est convenu que :

Nombre d'enfants à charge :

- un enfant, entraîne le versement d'un avantage familial conventionnel correspondant à :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 2,29
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 0
- deux enfants :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 10,67
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 3 %
- trois enfants :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 15,24
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 8 %
- par enfant en sus du troisième :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 4,57
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 6 %

En tout état de cause, l'INM minimum à prendre en considération pour le calcul est de 449

En outre, l'INM maximum à prendre en compte pour ce calcul est : 717

Pour ce qui concerne les conditions de versement, cet avantage familial est versé dans les conditions suivantes : mensuellement.

L'ensemble des autres dispositions de la Convention collective demeure inchangé.

Il est précisé que la date d'ouverture des droits à l'avantage familial conventionnel correspondra à la date de déclaration de l'enfant à charge à l'employeur.

Article 4. Durée, date d'effet, dépôt et extension

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente dans le cadre des articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 et suivants du Code du travail.

Les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du Ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Les dispositions du présent avenant prendront effet au 1^{er} janvier 2022.

Le présent accord a une durée indéterminée

Les parties rouvriront des négociations annuelles au titre des salaires pour l'exercice 2023.

Fait à Issy les Moulineaux
Le 14 avril 2022

En 15 exemplaires

Pour le SNCF

Pour les Organisations Syndicales représentatives des salariés

Pour la SNPFDC FGTA-FO

Pour l'UPTEC-UNSA